Dépôt : Meris Sehovic

Luxembourg, le 28 octobre 2026

Débat sur la politique européenne et étrangère

1

MOTION

relative au soutien à l'élargissement de l'Union européenne

La Chambre des Député.e.s,

considérant que

- l'élargissement de l'Union européenne constitue un investissement stratégique dans la paix, la démocratie, la stabilité et la sécurité du continent européen ;
- la perspective d'adhésion représente un levier essentiel pour encourager les réformes démocratiques, le renforcement de l'État de droit et le développement économique et social des pays candidats ;
- des conférences d'adhésion avec l'Albanie, la République de Moldavie et l'Ukraine se sont tenues à Luxembourg le 13 octobre 2026, et le Monténégro a clôturé provisoirement 21 des 33 chapitres de négociation ;
- dans plusieurs pays candidats, des mobilisations citoyennes et des élections récentes témoignent de l'attachement des populations à la démocratie et à l'État de droit, tandis que dans d'autres, notamment en Géorgie et en Turquie, la liberté de la presse, la liberté d'expression et les droits fondamentaux reculent ;
- le processus d'adhésion doit rester fondé sur les mérites propres de chaque pays candidat, dans le respect des critères de Copenhague et des valeurs fondamentales de l'Union européenne ;
- dans sa communication du 6 octobre 2026 intitulée « Preparing for a wider Union » (COM(2026) 705), la Commission européenne a présenté des pistes visant à préparer les institutions, les politiques et le budget de l'Union à de futurs élargissements, tout en renforçant la protection de l'État de droit ;
- le Conseil européen des 15 et 16 octobre 2026 a réaffirmé la nécessité de faire avancer parallèlement les réformes des pays candidats et la préparation interne de l'Union européenne ;
- le Luxembourg assurera la présidence du Conseil de l'Union européenne au premier semestre 2029 et dispose ainsi d'une occasion importante de contribuer à la préparation d'une Union élargie ;

invite le Gouvernement à

- réaffirmer son soutien actif à une perspective d'adhésion crédible et à soutenir l'avancement des négociations en fonction des progrès effectivement accomplis par chaque pays candidat, dans le strict respect des critères de Copenhague ;
- promouvoir activement les réformes nécessaires pour garantir la capacité d'action d'une Union élargie, notamment en examinant les possibilités offertes par les traités pour faciliter les décisions intermédiaires du processus d'adhésion et renforcer les mécanismes de protection de l'État de droit ;
- renforcer le soutien à la société civile, aux médias indépendants et à l'observation électorale dans les pays candidats,
- défendre, dans les négociations relatives au cadre financier pluriannuel 2028-2034, un financement adéquat de la préparation à l'élargissement, et présenter à la Chambre des Député.e.s les priorités que le Luxembourg entend défendre en la matière, notamment dans la perspective de sa présidence du Conseil de l'Union européenne en 2029.

Signatures :

S. CLEMENT

Meris Šehović

Y. COLOMBEN